

NOURI RÉUNIT LES CADRES DE SON SECTEUR

Pour un été sans coupures d'eau

Des projets du secteur de l'hydraulique et de l'environnement seront reportés, indiquait hier le ministre de tutelle, la question figurant au Conseil du gouvernement tenu la même journée et relatif à la loi de finances complémentaire pour 2015. Abdelwahab Nouri exige un approvisionnement en eau «sans coupures» pendant ce mois de Ramadhan.

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Les projets en cours du secteur de l'hydraulique et de l'environnement seront poursuivis, indiquait hier matin le ministre de tutelle. Lors d'une rencontre nationale des cadres des ressources en eau et de l'environnement, la première du genre après le regroupement des deux départements ministériels, Abdelwahab Nouri a relevé, à l'issue des travaux, que les opérations prévues seront lancées. Toutefois, certaines opérations seront décalées, en raison du contexte financier actuel, considé-

re le ministre même s'il réfutera d'importantes restrictions. La question du financement des projets devait être, ce faisant, abordée lors de la réunion du Conseil du gouvernement qui s'est tenu en cours d'après-midi et qui devait être consacré au projet de loi complémentaire pour 2015. Notons que le secteur des ressources en eau est censé bénéficier d'une enveloppe de 1 500 milliards de dinars sur la période 2015-2019, tandis qu'une affectation de l'ordre de 8 milliards de dinars devrait être consacrée aux

projets environnementaux, selon des données présentées lors de cette rencontre sectorielle. Cela étant, Abdelwahab Nouri invitera les cadres de son département à accélérer la réalisation des projets, à rattraper «les retards» avérés selon lui, et à améliorer encore la qualité de service et la satisfaction des besoins en matière d'alimentation en eau potable (AEP), distribution, assainissement, protection de l'environnement. Comme il invitera à «des efforts» et à traduire «concrètement» les importants investissements publics (plus de 50 milliards de dollars) consacrés aux deux secteurs. Reconnaisant un déficit de communication vis-à-vis des citoyens, il appellera à développer davantage de «proximité», agir en matière de sensibilisation et de

prise en charge efficace, rapide et appropriée des doléances des usagers, la facilitation des procédures... Mais aussi en misant sur une utilisation rationnelle de la ressource hydrique tout en écartant encore la révision de la tarification actuelle, et en sollicitant une plus grande implication du mouvement associatif concernant les problématiques environnementales. Concernant l'amélioration de la qualité de service et de la couverture, Abdelwahab Nouri exigera un approvisionnement efficient en eau pendant cette saison estivale. «Je ne veux pas de coupures d'eau pendant le mois de Ramadhan et après», assénera le ministre de tutelle, invitant à livrer effectivement les projets d'urgence, à développer la veille, l'information des usagers... Notons que la consom-

mation en eau potable devrait être satisfaite à hauteur de 1,2 milliard de mètres cubes par an supplémentaires, soit 4 millions de m³ par jour, d'ici la fin de l'année. De fait, la consommation quotidienne des Algériens est de 9 million de m³, satisfaite par une production de 4,5 milliards de m³ au niveau de 45 barrages dédiés à l'AEP. Par ailleurs, Abdelwahab Nouri a tenu à rassurer les cadres et gestionnaires du secteur, écartant un quelconque «mouvement» interne et leur exprimant son «soutien», tout en les appelant à l'issue de cette réunion qu'il avait ouverte en début de matinée avec le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, à «ne pas se mettre des situations compromettantes», à agir «en toute transparence et rigueur». C. B.

RÈGLEMENT DES LITIGES COMMERCIAUX

Les modèles alternatifs, un moyen à privilégier

Les entreprises ont tendance à privilégier le recours aux instances judiciaires pour le règlement de leurs conflits. Pourtant, rappelle maître Hind Benmiloud, avocate spécialisée en droit des affaires, il existe d'autres alternatives pour régler son problème à l'amiable, à moindre coût et en moins de temps. Les modèles alternatifs, recommande-t-elle, sont un moyen à privilégier.

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Comment régler son problème d'une manière amiable lorsqu'on est une entreprise ? Maître Hind Benmiloud, avocate spécialisée en droit des affaires, a recommandé hier aux entreprises de recourir aux modes alternatifs, conciliation, médiation et arbitrage, pour le règlement des contentieux. Cette procédure, dit-elle, est rapide, se passe dans la discrétion la plus totale et le sujet est traité par des techniciens et experts, spécialistes dans le domaine des litiges. Elle est aussi de moindre coût du fait du gain de temps. Contrairement aux procès qui traînent et qui, financièrement sont très lourds à supporter, souligne la juriste qui s'exprimait lors d'un débat autour des modes alternatifs de règlement des litiges, organisé par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care). Selon elle, le recours des entreprises à la justice pour régler leurs conflits au lieu de modèles alternatifs est «un

reflexe». «Il y a une méconnaissance des modèles alternatifs, pourtant les entreprises doivent réfléchir à régler les contentieux d'une manière amiable pour éviter l'affrontement et les décisions de justice qui peuvent les sanctionner et mettre l'entreprise à genoux à travers notamment une liquidation, un préjudice moral ou matériel...», a indiqué l'avocate. Selon elle, il faut changer de mentalité. «Nous sommes dans un monde qui évolue très vite grâce aux nouvelles technologies et il faut s'adapter pour rechercher les solutions les plus rapides pour régler un problème», a-t-elle préconisé. Cependant, souligne-t-elle, il y a des affaires où il est indispensable d'aller vers la justice. «Cela dépend de la nature du contentieux», a-t-elle noté. Le Centre de recherche juridique en Algérie a initié, dit l'avocate, depuis 2011 l'association de médiateurs qui compte 200 inscrits. Cependant, fait remarquer un médiateur, «cette profes-

sion est le parent pauvre du mode alternatif». Remettant en cause le nombre donné par la conférencière, il estime que seule une quarantaine de médiateurs sont formés. Car pour être médiateur, souligne-t-il, il faut 200 heures de formation. Selon le club Care, «les opérateurs algériens sont très peu au fait de l'arbitrage commercial et notamment de l'arbitrage international. Ils laissent le soin au partenaire ou cocontractant étranger de proposer ou de rédiger la clause ou la convention d'arbitrage qui est souvent rédigée dans l'intérêt de la partie étrangère et elle donne compétence à une institution internationale de renommée mondiale avec son propre règlement d'arbitrage et à des coûts très importants». Si le contrat, poursuit-on, connaît des difficultés et que le recours à l'arbitrage devient nécessaire, beaucoup d'entreprises algériennes y renoncent, «quand bien même elles seraient dans leurs bons droits, du fait qu'elles n'ont pas les moyens financiers d'y faire face». «L'entreprise doit anticiper les risques et mettre en place une stratégie juridique qui l'aiderait à se développer, et ne doit appeler un avocat que lorsqu'il y a le feu», a recommandé maître Benmiloud. S. A.

POUR SOUTIEN AU TERRORISME

15 personnes devant le juge à la cour criminelle de Bouira

15 personnes dont une femme, poursuivies pour appartenance à un réseau de soutien au terrorisme, ont été présentées devant le juge près la cour de Bouira dans sa session criminelle ce lundi. Le procès de ces 15 personnes qui a duré près de 10 heures, s'est terminé tard dans la soirée de lundi à mardi avec des peines de 3 ans fermes prononcées contre deux accusés, A. Amar et A. Farouk, et 18 mois de prison ferme contre quatre autres accusés, les frères Y. Khalil et Hassan, ainsi que C. Adel et C. Saddam. Les neuf autres prévenus dont la femme A. Leïla ont été acquittés. Rappelons que les faits remontent au 9 mai 2015 quand les éléments de la gendarmerie, agissant sur des renseignements d'éléments des services de sécurité obtenus après une enquête de plusieurs mois, ont arrêté à un point de contrôle Y. Khalil et Y. Hassan, deux frères, dont le troisième est un terroriste notoire activant dans la wilaya de Bouira et activement recherché par les services de sécurité. Lors de la fouille du véhicule, il a été retrouvé une quantité importante de denrées alimentaires ainsi que des téléphones portables destinés aux terroristes. Auparavant, les éléments des services de sécurité chargés de la lutte antiterroriste ont pisté le dénommé Y. Khalil qui avait des liens avec son frère terroriste et qu'il aurait rencontré à Sétif où il lui aurait remis des téléphones portables. Après leur arrestation, ceux-ci ont fini par balancer le reste du réseau composé au total d'une quinzaine d'éléments. Ce lundi, lors du procès, la majorité des inculpés ont nié toute implication dans ce réseau de soutien au terrorisme. Cependant, selon l'arrêt de renvoi, l'enquête des services de sécurité qui avaient arrêté les premiers inculpés, a prouvé que Y. Khalil était en contact avec son frère terroriste Y. Boubekkeur à travers des envois par courriels ainsi que par messages du téléphone cellulaire. Des preuves difficiles à nier sur lesquelles la justice s'est basée pour condamner à la prison ferme six inculpés alors que les neuf autres ont été acquittés.

H. M.

PARTI DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE  
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

AVIS DE CONFORMITÉ

En date des 28, 29 et 30 mai 2015, s'est tenu le dixième congrès du parti du Front de libération nationale à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, le congrès qui s'est soldé par l'élection du secrétaire général du Front de libération nationale, en l'occurrence Monsieur Ammar

Saâdani, ainsi qu'une nouvelle direction, à savoir le Comité central ainsi que l'adoption du statut, et conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi organique n° 12/04 du 12 janvier 2012, le dossier de conformité a été déposé auprès des services concernés au ministère de l'Intérieur ainsi les

résultats découlant du dixième congrès ont été adoptés par les services concernés sous le numéro 4303 en date du 11 juin 2015.

Le secrétaire général du parti  
Ammar Saâdani